

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RECOMMANDATION N° R (98) 1

DU COMITÉ DES MINISTRES AUX ÉTATS MEMBRE SUR LA MÉDIATION FAMILIALE

*(adoptée par le Comité des Ministres le 21 janvier 1998,
lors de la 616^e réunion des Délégués des Ministres)*

1. Le Comité des Ministres, vu l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,
2. Reconnaissant le nombre croissant de litiges familiaux, particulièrement ce
séparation ou d'un divorce, et notant les conséquences préjudiciables des conflits
coût social et économique élevé pour les Etats;
3. Considérant le besoin d'assurer la protection des intérêts supérieurs de l'enfant
telle que consacrée dans les instruments internationaux, compte tenu, notamment,
qu'entraîne en matière de garde et de droit de visite une séparation ou un divorce;
4. Tenant compte du développement de voies de règlement amiable des litiges
de la nécessité qu'il y a à réduire les conflits dans l'intérêt de tous les membres de
5. Reconnaissant les caractéristiques spécifiques des litiges familiaux, à savoir:
 - le fait que les litiges familiaux impliquent des personnes qui, par définitive
des relations interdépendantes et qui vont se poursuivre dans le temps;
 - le fait que les litiges familiaux surgissent dans un contexte émotionnel
eux-ci;
 - le fait que la séparation et le divorce ont des impacts sur tous les membres
lement sur les enfants;
6. Se référant à la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants
l'article 13 de cette convention qui traite de la mise à disposition de la médiation ou
résolution des conflits concernant les enfants;
7. Tenant compte des résultats de la recherche en ce qui concerne l'usage
expériences menées dans ce domaine dans plusieurs pays, qui montrent que le
familiale peut le cas échéant:
 - améliorer la communication entre les membres de la famille;
 - réduire les conflits entre les parties au litige;
 - donner lieu à des règlements amiables;
 - assurer le maintien de relations personnelles entre les parents et les enfants
 - réduire les coûts économiques et sociaux de la séparation et du divorce
elles-mêmes et les Etats;
 - réduire le temps autrement nécessaire pour le règlement des conflits;
8. Soulignant l'internationalisation croissante des relations familiales et les
spécifiques associés à ce phénomène;

9. Conscient du fait qu'un certain nombre d'Etats envisagent de mettre en place
10. Convaincu de la nécessité de recourir davantage à la médiation familiale, par tiers, le médiateur, impartial et neutre, assiste les parties elles-mêmes dans la négociation qui font l'objet du litige, en vue de l'obtention d'accords communs,
11. Recommande aux gouvernements des Etats membres :
 - i. d'instituer ou de promouvoir la médiation familiale ou, le cas échéant, de médiation familiale existante;
 - ii. de prendre ou de renforcer toute mesure qu'ils jugent nécessaire en vue d'appliquer des principes suivants pour la promotion et l'utilisation de la médiation familiale appropriée de résolution des litiges familiaux.

Principes sur la médiation familiale

I. *Champ d'application de la médiation*

- a. La médiation familiale traite de l'ensemble des litiges qui peuvent survenir entre les membres d'une famille, qu'ils soient liés par le sang ou le mariage, et entre les personnes qui ont ou ont eu des relations familiales telles que définies par la législation nationale.
- b. Toutefois, les Etats sont libres de déterminer quelles sont les questions ou les cas de médiation familiale.

II. *Organisation de la médiation*

- a. La médiation ne devrait en principe pas être obligatoire.
- b. Les Etats sont libres d'organiser et de mettre en place la médiation de la manière qu'ils jugent appropriée, que ce soit par le biais du secteur public ou du secteur privé.
- c. Sans préjudice de la manière dont la médiation est organisée et mise en place, les Etats devraient veiller à ce qu'il y ait des mécanismes appropriés assurant l'existence :
 - de procédures pour la sélection, la formation et la qualification des médiateurs;
 - de normes de «bonne pratique» devant être élaborées et suivies par les médiateurs

III. *Processus de médiation*

Les Etats devraient veiller à l'existence de mécanismes appropriés afin que le processus de médiation conforme aux principes suivants :

- i. le médiateur est impartial dans ses rapports avec les parties;
- ii. le médiateur est neutre quant à l'issue du processus de médiation;
- iii. le médiateur respecte les points de vue des parties et préserve leur égalité dans la médiation;
- iv. le médiateur n'a pas le pouvoir d'imposer une solution aux parties;
- v. les conditions dans lesquelles se déroule la médiation familiale devraient garantir la confidentialité;
- vi. les discussions qui ont lieu durant la médiation sont confidentielles et ne peuvent être divulguées, sauf avec l'accord des parties ou dans les cas permis par le droit national;
- vii. le médiateur devrait, dans les cas appropriés, informer les parties de la possibilité de médiation familiale ou à d'autres formes de conseil en tant que modes de règlement des litiges familiaux;
- viii. le médiateur devrait avoir plus particulièrement à l'esprit le bien-être et l'intérêt de l'enfant et devrait encourager les parents à se concentrer sur les besoins de l'enfant et devrait rappeler l'importance primordiale s'agissant du bien-être de leurs enfants et la nécessité qu'ils ont d'informer l'enfant.

ix. le médiateur devrait porter une attention particulière à la question de savoir si des litiges ont eu lieu ou sont susceptibles de se produire dans le futur et aux effets que celles-ci produisent sur la position des parties dans la négociation, et examiner si, dans ces circonstances, le processus de médiation devrait être interrompu.

x. le médiateur peut donner des informations juridiques, mais ne devrait pas dispenser de conseils juridiques professionnels. Il devrait, dans les cas appropriés, informer les parties de la possibilité qu'elles ont de consulter un professionnel compétent.

IV. *Le statut des accords de médiation*

Les Etats devraient faciliter l'approbation des accords de médiation par l'autorité judiciaire compétente lorsque les parties le demandent et fournir des mécanismes d'exécution de ces accords en conformité avec la législation nationale.

V. *Relation entre la médiation et les procédures devant l'autorité judiciaire ou une autre autorité*

a. Les Etats devraient reconnaître l'autonomie de la médiation et la possibilité pour les parties de recourir à la médiation pendant ou après une procédure judiciaire.

b. Les Etats devraient établir des mécanismes en vue :

- i. de permettre l'interruption de la procédure judiciaire pendante afin d'instaurer la médiation ;
- ii. d'assurer que dans ce cas l'autorité judiciaire ou une autre autorité compétente ne prenne pas de décisions urgentes relatives à la protection des parties ou de leurs enfants, ou de leur résidence ;
- iii. d'informer l'autorité judiciaire ou une autre autorité compétente de ce que les parties ont décidé par médiation et de ce qu'elles sont ou non parvenues à un accord.

VI. *Promotion de et accès à la médiation*

a. Les Etats devraient promouvoir le développement de la médiation familiale, notamment par le biais de programmes d'information dispensés au public pour permettre une meilleure compréhension de la médiation amiable des litiges familiaux.

b. Les Etats sont libres d'établir des méthodes dans des cas particuliers pour fournir de l'information sur la médiation en tant que mode alternatif de règlement des litiges familiaux (par exemple pour les parties de rencontrer un médiateur), en permettant ainsi aux parties d'examiner s'elles souhaitent instaurer une médiation sur les questions faisant l'objet du litige.

c. Les Etats devraient également s'efforcer de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir la médiation familiale, y compris la médiation internationale, afin de contribuer au développement du règlement amiable des litiges familiaux.

VII. *Autres modes de règlement des litiges*

Les Etats peuvent examiner l'opportunité d'appliquer de façon appropriée aux autres modes de règlement des litiges les principes relatifs à la médiation tels que consacrés dans la présente recommandation.

VIII. *Questions internationales*

a. Les Etats devraient, lorsque cela est approprié, envisager l'opportunité de mettre en œuvre la médiation dans des cas présentant un élément d'extranéité, notamment pour toutes les questions relatives à la garde et au droit de visite lorsque les parents vivent dans des Etats différents.

b. La médiation internationale devrait être considérée comme un processus approprié pour aider les parents d'organiser ou de réorganiser la garde et le droit de visite, ou de régler des différends concernant ces questions. Cependant, dans le cas d'un déplacement sans droit ou de médiation internationale ne devrait pas être utilisée si elle risque de retarder le retour rapide des enfants.


c. Tous les principes susvisés sont applicables à la médiation internationale.

d. Les Etats devraient, dans toute la mesure du possible, promouvoir la coopération entre les Etats existants afin de faciliter l'utilisation de la médiation internationale.

e. Compte tenu des spécificités de la médiation internationale, les médiateurs internationaux devraient suivre une formation complémentaire spécifique.

Related documents

Meetings

616 Réunion des Délégués des Ministres - Réunions 1998 - 1994 / 21 January 1998 / French


616 Réunion des Délégués des Ministres - Réunions 1998 - 1994 / 21 January 1998 / French
